



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Unité Départementale du Havre
Équipe Raffinage Pétrochimie

Arrêté du 30 SEP. 2024 portant prescriptions complémentaires à la société SIGALNOR
relatives à son centre emplisseur de GONFREVILLE-L'ORCHER

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le livre V du code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion ;
- Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté ministériel du 2 janvier 2008 relatif aux réservoirs fixes manufacturés de gaz inflammables liquéfiés, de capacité unitaire supérieure ou égale à 50 tonnes, présents au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées, à l'exception des stockages réfrigérés ou cryogéniques ;
- Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

- Vu l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2005 modifié autorisant et réglementant les activités exercées par la société SIGALNOR à GONFREVILLE-L'ORCHER ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 24-050 du 20 septembre 2024 portant délégation de signature à Mme Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu la notice de réexamen de SIGALNOR, centre emplisseur LE HOC, reçue le 5 décembre 2023 ;
- Vu l'étude de dangers du centre emplisseur du HOC, mise à jour, reçue le 6 mars 2024 ;
- Vu les courriers du 10 février 2023 et du 5 avril 2024 et les courriers électroniques du 12 février 2021, du 12 mai 2021 et du 22 avril 2022, par lesquels SIGALNOR a informé l'inspection de modifications notables apportées aux conditions d'exploitation de son centre emplisseur du HOC ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 18 juillet 2024 relatif à la visite d'inspection du centre emplisseur SIGALNOR le 12 juin 2024 ;
- Vu la transmission du projet d'arrêté faite à l'exploitant par courriel du 10 septembre 2024 ;
- Vu l'absence de réponse de la part de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT

que la société SIGALNOR exploite, sur le territoire de la commune de GONFREVILLE-L'ORCHER, des installations réglementées au titre de la législation sur les installations classées dites Seveso Seuil Haut ;

que la société SIGALNOR a remis à l'administration la notice de réexamen quinquennal de l'étude de dangers de ce centre emplisseur et l'étude de dangers mise à jour ;

que l'examen de cette notice de réexamen a été réalisé dans le cadre de la visite d'inspection du 12 juin 2024 et finalisé dans le rapport afférent en date du 18 juillet 2024 ;

que l'examen de ces éléments permet de statuer sur une situation acceptable en termes de maîtrise des risques et sur le caractère proportionné de l'étude de dangers au regard des enjeux identifiés ;

que les modifications des conditions d'exploitation portées à la connaissance de l'administration par courriers du 10 février 2023 et du 5 avril 2024, et les courriers électroniques du 12 février 2021, du 12 mai 2021 et du 22 avril 2022, sont jugées non substantielles ;

que l'installation temporaire de déchargement de camions citernes de GPL rend nécessaire de compléter les prescriptions réglementaires actuelles ;

que les installations exploitées par SIGALNOR sur son centre emplisseur de GONFREVILLE-L'ORCHER peuvent être maintenues en exploitant dans le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2005 modifié susvisé ;

qu'il y a toutefois lieu d'ajuster certaines prescriptions de cet arrêté préfectoral devenues obsolètes ou sans objet ;

qu'il y a lieu, en conséquence, de fixer des prescriptions complémentaires pour la société SIGALNOR sise à GONFREVILLE-L'ORCHER, conformément aux dispositions prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement susvisé ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} – OBJET

La société SIGALNOR, dont le siège social est situé Route du Hoc - Zone Industrielle à GONFREVILLE-L'ORCHER, est tenue de respecter les prescriptions complémentaires ci-annexées pour l'exploitation des installations de son site situé à la même adresse.

ARTICLE 2 - AFFICHAGE

Une copie du présent arrêté est tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution et est affichée en permanence de façon visible à l'intérieur du site.

ARTICLE 3 - SURVEILLANCE

L'établissement est soumis à la surveillance de l'inspection des installations classées ainsi qu'à l'exécution de toute mesure ultérieure que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publique.

ARTICLE 4 - SANCTIONS

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre I du code de l'environnement.

ARTICLE 5 – FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 6 – INFORMATION DES TIERS

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1. Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune de GONFREVILLE-L'ORCHER, et peut y être consultée ;
2. Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune de GONFREVILLE-L'ORCHER pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de GONFREVILLE-L'ORCHER fait connaître, par procès-verbal adressé à la préfecture de la Seine-Maritime, l'accomplissement de cette formalité ;
3. L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 7 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Les délais de caducité de l'autorisation environnementale sont ceux mentionnés à l'article R.181-48 du code de l'environnement.

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, et sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (Tribunal administratif de Rouen) :

1. Par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où ladite décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :
 - l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
 - la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

En application de l'article L. 181-17 du code de l'environnement, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de le notifier à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision.

Pour les décisions mentionnées à l'article R. 181-51 du code de l'environnement, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

ARTICLE 8 – EXÉCUTION – AMPLIATION

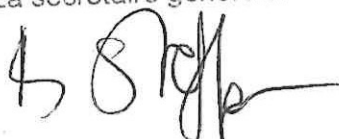
La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, le sous-préfet de l'arrondissement du HAVRE, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, le maire de GONFREVILLE-L'ORCHER, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation est notifiée à l'exploitant.

Fait à Rouen, le

30 SEP 2024

Pour le préfet et par délégation,

La secrétaire générale



Béatrice STEFFAN

Prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral
en date du 30 SEP. 2024
Société SIGALNOR à GONFREVILLE-L'ORCHER

ANNEXE 1

Article 1^{er} – Dispositions abrogées

Le dernier alinéa de l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2005 modifié est abrogé.
L'article 1.5.1 de l'annexe à l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2005 modifié est abrogé.
L'article 1.7 de l'annexe à l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2005 modifié est abrogé.
L'article 2.8 de l'annexe à l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2005 modifié est abrogé.
L'article 3.4 de l'annexe à l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2005 modifié est abrogé.
Le titre 5 de l'annexe à l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2005 modifié est abrogé.
Le dernier alinéa de l'article 7.2.1 de l'annexe à l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2005 modifié est abrogé.
Les quatre premiers alinéas de l'article 7.3.4 de l'annexe à l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2005 modifié sont abrogés.
Le deuxième alinéa de l'article 7.3.5 de l'annexe à l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2005 modifié est abrogé.
L'article 7.8 de l'annexe à l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2005 modifié est abrogé.
Le titre 9 de l'annexe à l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2005 modifié est abrogé.
Le titre 10 de l'annexe à l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2005 modifié est abrogé.

Article 2 – Approvisionnements exceptionnels par camions citernes

L'article 7.6.7 de l'annexe à l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2005 modifié est complété par les dispositions suivantes :

« Article 7.6.7.1. Approvisionnements exceptionnels par camions citernes

L'exploitant déclare à l'inspection des installations classées la mise en œuvre de son installation temporaire de déchargement de camions citernes de GPL, en amont de ces approvisionnements. Cette déclaration précise les causes de l'indisponibilité de l'approvisionnement habituel par canalisation, la durée prévisionnelle de cette indisponibilité et le nombre estimé de déchargements de camions citernes qui seront réalisés pendant cette indisponibilité. »